

République Française	CONSEIL MUNICIPAL	Délibération n° 2023.07.03 Du 21 novembre 2023
Département des Yvelines	L'an deux mille vingt-trois, le 21 novembre, à 20 heures, les membres du Conseil municipal, régulièrement convoqués à domicile le 15 novembre, se sont réunis, salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Olivier Delaporte, Maire.	
Ville de La Celle Saint-Cloud  La Celle Saint-Cloud	Objet : Mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024 – dispositions en matière d'amortissements et d'immobilisations	Accusé de réception en préfecture 078-21 7801265-20231121-DEL2023-07-03-DE Date de télétransmission : 23/11/23 Date de réception préfecture : 23/11/23
Secrétaire de séance : Laurent DUFOUR	Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.321-2-27 et R.2321-1,	
En exercice : 35 Présents : 25 Pouvoirs : 8 Votants : 33 Pour : 33	Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),	
Présents <u>Le Maire</u> Olivier DELAPORTE	Vu le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015 portant application de l'article 106 III de la loi n°2015-991,	
<u>Les Maires-adjoints</u> Sylvie d'ESTEVE Pierre SOUDRY Sophie TRINIAC Jean-Christian SCHNELL Valérie LABORDE Anne-Sophie MARADEIX Michel AUBOUIN Dominique PAGES Richard LEJEUNE	Vu l'arrêté interministériel en date du 21 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,	
<u>Les Conseillers</u> Mohamed KASMI Olivier MOUSTACAS Birgit DOMINICI Geneviève SALSAT Georges LEFEBURE Bruno-Olivier BAYLE Laurent BOUMENDIL Laurent DUFOUR Jean-François BARATON Stéphane MICHEL Marie-Pierre DELAIGUE Olivier BLANCHARD Hélène ALEXANDRIDIS Jean-François THOMAS Andrée BLOCH	Vu la délibération n°2016.04.02 du 18 octobre 2016, relative à la	
Absentes excusées : Françoise ALBOUY Naïma CONTE EL ALAMI Absents ayant donné pouvoir : Benoît VIGNES à Sophie TRINIAC Nathalie PEYRON à Mohamed KASMI Vincent POUYET à Jean-Christian SCHNELL Pierre QUIGNON-FLEURET à Valérie LABORDE Juliette DECAUDIN à Sylvie d'ESTEVE Philippe LERIN à Anne-Sophie MARADEIX Blaise VIGNON à Pierre SOUDRY	Vu la délibération 2023.07.02 du 21 novembre 2023 du Conseil Municipal adoptant le référentiel budgétaire et comptable M57 au 1er Janvier 2024	
	Vu l'avis favorable de la Commission finances, Affaires Générales – Vie Economique – Commerce réunie le 8 novembre 2023,	
	Considérant que la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité,	
	Pour rappel, sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2 selon les règles suivantes :	
	<ul style="list-style-type: none"> - Les immobilisations incorporelles en subdivision du compte 20 ; - Les immobilisations corporelles en subdivision des comptes 21, 22 (hors 229), 23 et 24 ; - Les immobilisations financières en subdivision des comptes 26 et 27. 	
	Considérant que l'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement,	
	Considérant que dans ce cadre, les communes procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé sauf exceptions (œuvres d'art, terrains, frais d'études suivies de réalisation et frais d'insertion, agencements et aménagements de terrains, immeubles non productifs de revenus...). En revanche, les communes et leurs établissements publics ont la possibilité d'amortir, sur option, les réseaux et installations de voirie,	
	Considérant que les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l'article R2321-1 du CGCT,	
	Considérant que dans le cadre de la mise en place de la M57, il est proposé de mettre à jour la délibération n°2016.04.02 du 18 octobre 2016 en précisant les durées applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature), les autres durées d'amortissement, correspondant effectivement aux durées habituelles d'utilisation, restant inchangées,	

Carmen OJEDA-COLLET à
Jean-François BARATON

Considérant que, la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable, la ville calculant en M14 les dotations aux amortissements en année pleine, avec un début des amortissements au 1er janvier N + 1. L'amortissement au prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine de la Ville,

Considérant que s'agissant des subventions d'équipement versées, l'amortissement commence ainsi à la date de mise en service du bien financé, qu'il ait été acquis ou construit. En l'absence d'information précise sur la date de mise en service de l'immobilisation par l'entité bénéficiaire, l'entité versante peut amortir la subvention d'équipement à compter de la date d'émission du mandat finançant l'acquisition de l'immobilisation ou de l'immobilisation dont la construction est effectuée sur une période courte (généralement inférieure à 12 mois),

Considérant que ce changement de méthode comptable s'appliquera de manière progressive et ne concernera que les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2024, sans retraitement des exercices clôturés. Les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine,

Considérant, dans la logique d'une approche par les enjeux, qu'une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires, biens de faible valeur...)

Considérant que dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et dans la logique d'une approche par enjeux, d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 600.00 € TTC et qui font l'objet d'un suivi globalisé (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de bien de faible valeur). Il est proposé que ces biens de faibles valeurs soient amortis en une annuité au cours de l'exercice suivant leur acquisition,

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A L'UNANIMITE des membres présents et représentés,

DECIDE :

- D'approuver la mise à jour de la délibération n ° 2016.04.02 du 18 octobre 2016 en précisant les durées applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature, conformément à l'annexe jointe, les autres durées d'amortissement, correspondant effectivement aux durées habituelles d'utilisation, restant inchangées,
- De poursuivre à compter de l'exercice budgétaire 2024, et pour les exercices budgétaires suivants, la procédure de neutralisation totale des dotations aux amortissements des subventions d'équipement versées,
- De calculer l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis pour les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2024,
- D'aménager la règle du prorata temporis dans la logique d'une approche par enjeux pour les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 600.00 € TTC, ces biens de faible valeur étant amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition,
- D'autoriser le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Acte rendu exécutoire en vertu de son
dépôt en Préfecture le 23/4/23
et de sa publication le 23/4/23



Le Maire
Par déléation

Aude BELLOIR
Directrice du Pôle Administration Générale
Relations aux Citoyens

Pour extrait conforme au registre
Le Maire,



Olivier DELAPORTE
Vice-Président de Versailles Grand Parc

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité et de transmission prévues par les textes de loi en vigueur. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa publication.